



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Frontex : une attaque contre tous les travailleurs !

Presque tous les partis ont voté au parlement fédéral deux lois révoltantes contre les migrants.

L'une augmente les possibilités d'enfermer et d'expulser des migrants, l'autre permet à Frontex, l'agence européenne des gardes-frontières et des garde-côtes, d'opérer sur le sol belge.

Jusqu'ici, Frontex était seulement active aux frontières de l'Union européenne où elle est chargée d'empêcher l'arrivée de migrants sur le sol européen. Comment ? En repoussant leurs embarcations ou en laissant se noyer des bateaux entiers qu'elle aurait pu secourir !

Des agents de Frontex armés pourront maintenant contrôler, arrêter, et prendre des « mesures urgentes » dans la rue ou les transports.

Avec le pacte européen sur l'asile et la migration adopté par les pays de l'Union européenne, les pouvoirs de Frontex seront encore étendus. Et les mesures contre les migrants se multiplient partout en Europe.

En janvier, la France adoptait une loi, rendant bien plus compliqué l'accès à la nationalité et aux quelques aides que des migrants peuvent encore toucher.

Au Royaume-Uni, une loi récente permet aux autorités d'expulser des migrants vers le Rwanda avant même qu'ils aient fait leur demande

d'asile. Le 2 mai, c'est l'Union Européenne qui a débloqué un milliard d'euros pour le Liban pour « retenir les réfugiés syriens ».

Les politiciens prétendent « dissuader » les migrants de venir en Europe. Ils entretiennent le fantasme que les migrants viendraient en Europe pour profiter des aides de l'État, se la couler douce, voire même « remplacer » les Européens... au mépris complet de la réalité !



Les migrants sont des travailleurs qui fuient la misère ou la guerre ! Et ce sont les mêmes partis au pouvoir qui décident ces lois contre les migrants qui ont organisé et organisent encore aujourd'hui le pillage des pays d'origine des migrants pour le plus grand profit des capitalistes occidentaux.

Ce sont les mêmes qui ont accepté ou commandé les bombardements sur l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, qui soutiennent les massacres des Palestiniens et les bandes armées au Congo.

Ce sont eux les responsables du chaos qui entraîne chaque année plus de migrants dans le monde, au point que leur nombre a doublé ces 40 dernières années. Et la plupart ne se réfugient pas en Europe, mais dans les pays voisins à peine moins pauvres que les leurs.

Les politiciens qui s'attaquent aux migrants savent que ces mesures n'empêcheront pas des millions de gens de chercher ailleurs un avenir meilleur, et à n'importe quel prix.

Ils cherchent uniquement à détourner la colère des travailleurs en utilisant les migrants comme boucs émissaires. Ce qui ne les empêchera pas de faire venir des migrants dès que les capitalistes en auront besoin. Comme en Pologne ou en Hongrie, où des gouvernements pourtant d'extrême droite ont organisé une im-

migration massive pour répondre aux besoins en main d'œuvre des patrons...

Car la plupart des migrants sans papiers, mais aussi ceux avec un permis de travail, sont exploités dans les métiers les plus durs : construction, ménage, Horeca, livraisons, etc. Ne pas régulariser la situation de nombreux migrants est un cadeau direct aux grandes entreprises qui emploient de nombreux migrants pour des salaires de

misère, soit directement soit via des intermédiaires.

Alors les travailleurs ont tout intérêt à dénoncer ces lois Frontex qui augmenteront encore la précarité des migrants. Ils y ont intérêt car le patronat commence toujours par attaquer les travailleurs les plus faibles avant de généraliser ses attaques à l'ensemble des travailleurs.

Mais l'ensemble des travailleurs y ont aussi intérêt car c'est seulement en s'adressant aux travailleurs migrants en tant que frères et sœurs de classe que le camp des

travailleurs pourra l'emporter sur le patronat. Sans quoi, la division et la concurrence entre travailleurs sera une fois de plus l'arme du patronat pour faire entraver les luttes.

Et les travailleurs migrants, qui sont souvent passés par quantité d'obstacles pour arriver jusqu'ici, ne peuvent que renforcer les luttes par leur courage et leur détermination !

Les violences de l'État et des employeurs n'empêchent pas les migrants de lutter pour leurs intérêts !

La semaine dernière, les travailleurs d'Uber, dont un grand nombre n'ont pas de papiers et sont obligés de

passer par des intermédiaires qui prennent une partie de leur salaire, se sont mis en grève ! En 2022, plusieurs travailleuses domestiques sans papier ont fait grève pour dénoncer la précarité et la violence qu'elles subissent, certaines bravant les menaces de leurs employeurs !

Alors combattons les idées nationalistes, racistes et xénophobes ! Les seuls profiteurs sont les capitalistes exploités et fauteurs de guerre ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous pour renverser les milliardaires et leurs serviteurs démagogues !

Monde du travail

Intérimaires d'Impérial : ouvriers, pas esclaves !

Une quinzaine d'ouvriers intérimaires de ce sous-traitant d'Audi se mobilisent contre leur licenciement depuis bientôt un mois. Après deux rassemblements devant la porte d'Audi, ils se sont retrouvés lundi 6 mai, sono à l'appui, devant la porte d'Imperial pour se rappeler aux syndicats et à la direction qui étaient en réunion.

Rien n'est réglé pour eux : ils sont à la porte sans aucune indemnité, alors que normalement, après 24 mois de travail, la direction aurait dû leur signer un CDI. On leur dit qu'ils seront peut-être rappelés quand Audi passera à 15 voitures... si ce volume de production est de nouveau atteint un jour...

Lors de cette réunion, la direction a proposé de payer un supplément de 7 euros pour les jours de chômage économique pour les CDI, à condition qu'ils acceptent plus de polyvalence et la remise en cause de certains acquis, et rien pour les intérimaires ! A part le conseil gratuit de postuler chez Start People qui

aurait, paraît-il, des missions dans l'industrie chimique.

Or, dès qu'un intérimaire preste un jour ailleurs, son ancienneté recommence à zéro ! C'est donc une insulte supplémentaire.

Mais l'action n'a pas été inutile, car au changement d'équipe, pas mal de travailleurs d'Impérial qui sortaient se sont arrêtés, et ont échangé avec leurs collègues intérimaires sur la situation catastrophique à l'intérieur et ont montré leur solidarité.



Mercredi 8 mai, c'était au tour des ouvriers ayant gardé leur emploi de débrayer. Car même avec une production moindre, ils ont le travail des intérimaires virés sur le dos, quand ils ne chôment pas ! Certains se retrouvent à devoir assurer trois postes et

aux caristes, la direction tente d'imposer la polyvalence.

Peu importe dans quelle catégorie on se retrouve par la volonté du patron, le seul chemin pour obtenir quelque chose consiste à surmonter les divisions et à se mobiliser plus largement pour faire reculer les patrons. Oui, il faut le crier tous ensemble : « ouvriers, pas esclaves ! »

Audi : débrayage contre la surcharge de travail

Lundi 6 mai, les ouvriers de la section mécanique d'Audi ont arrêté de travailler. Après le licenciement des 371 intérimaires, les travailleurs d'autres sections ont été mutés sur les postes devenus vacants en mécanique. Depuis lors, ces travailleurs mutés sont censés être « en formation » avec un volume de production qui augmente progressivement.

Or, les seuls qui connaissaient les postes et qui auraient pu les former, c'étaient les intérimaires... qui ne sont plus là ! Mais cela n'a pas empêché la direction de vouloir

Abonnement : 26 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien.

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons. Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

augmenter la production à 12 voitures/heure. Une cadence impossible à suivre. Et cela apparaissait d'autant plus absurde que la direction annonçait un jour de chômage économique pour le lundi suivant.

Alors, se crever, parce que la direction vire des collègues, et se retrouver plus vite au chômage avec une nouvelle perte de salaire, c'était trop. Le mécontentement ne se limitait pas à une seule section. Les travailleurs à l'arrêt ont très vite été rejoints par des ouvriers venus d'autres sections.

Après une négociation improvisée dans un coin, à l'abri des oreilles des grévistes, le représentant du management et les délégués ont finalement annoncé une baisse du volume. Elle n'est que temporaire.

Les grévistes restent avec une impression de trop peu. Car pour eux, il faut faire revenir les intérimaires, et l'avenir de leur situation reste plus qu'incertain.



Usine Audi à Forest

Ces ouvriers ont montré qu'on peut débrayer. En maintenant ses pressions, la direction déclenchera les prochains débrayages et une mobilisation plus large.

Les livreurs veulent du respect !

Du 30 avril au 1er mai, les livreurs UberEats ont fait grève à Bruxelles. Leur situation n'est plus tenable. Depuis maintenant cinq ans, le prix de la course est de 4,42 euros, peu importe la distance, et le trajet jusqu'au restaurant n'est même pas payé. Entre-temps, les prix ont grimpé de 20%. Ce n'est tout simplement pas possible de vivre comme ça, c'est une misère. La seule chose qui les fait tenir, c'est l'espoir de trouver un jour autre chose.

Mais ce n'est pas tout. Les livreurs sont aussi constamment confrontés au manque de respect des clients, des restaurateurs. Il y a bien sûr les clients qui ne respectent pas les livreurs, annulent ou donnent une mauvaise note, même sans raison, ce qui peut entraîner le blocage temporaire voire le licenciement du livreur. Il y a aussi des problèmes réguliers avec les restaurateurs.

Mais surtout, UberEats rend la vie des livreurs infernale. Régulièrement, l'algorithme déconnecte le compte d'un livreur. Pour 3 minutes de retard sur une course de 8 minutes, un travailleur a été déconnecté, sans aucun moyen de s'expliquer car tout passe par l'algorithme. Lorsque trop de mauvaises notes ou de problèmes s'accumulent, un livreur peut être exclu par l'algorithme sans aucun moyen de savoir combien de temps cela va durer.

Ces conditions de travail désastreuses, cela fait des années que les livreurs les dénoncent. En se défendant, ils ont obtenu des droits de la part de la Justice belge, comme par

exemple, le statut de salarié, gagné sur papier depuis le 1er janvier 2023.

Mais en pratique, ces lois ne sont toujours pas respectées et UberEats continue d'engranger des profits en profitant de leur précarité en toute impunité. Alors les grévistes ont compris que seule la lutte paye. Ils exigent la fin des déconnexions abusives, le respect des décisions de justice, et une augmentation des tarifs à raison de 2 euros par course, de 50 centimes par kilomètre et de 1 euro par dix minutes d'attente chez un restaurateur.



Pour préparer la grève, des livreurs ont distribué des tracts et discuté avec leurs collègues livreurs, y compris des autres plateformes comme Deliveroo ou Take Away en se rendant dans les espaces fortement fréquentés. Des porte-paroles de la Ligue des travailleuses domestiques sans papiers sont venues apporter leur soutien aux grévistes.

Faillite du capitalisme

Effondrement de bâtiments publics

Une gare qui s'effondre en attendant le train ? Un pont qui s'écroule sous le poids des véhicules ? Cela semble unimaginable en Belgique,

une des zones les plus développées et riches de la planète. Pourtant, c'est ce qui menace la gare de Tirimont et le pont Albert à Bruxelles, ainsi que tant d'autres bâtiments publics par manque d'entretien.

Ce délabrement n'est pas faute de moyens techniques ou d'argent. Non,

si la vie des travailleurs est mise en danger en prenant le train ou la route, c'est parce que dans le capitalisme, l'argent va là où il y a du bénéfice à se faire. La maintenance des bâtiments n'est donc pas à l'ordre du jour.



Gare de Tirlemont

Dans les années à venir, le délabrement des bâtiments et services publics va s'aggraver. L'austérité qu'ils sont en train de préparer c'est 4,4 milliards d'euros d'économie par an, pendant 7 ans, jusqu'en 2031, et sans doute après ! Si on les laisse faire !

Logement social bruxellois en faillite

Social Housing Bruxelles (SHB), l'organisme qui regroupe les 16 sociétés en charge des logements sociaux à Bruxelles n'a plus d'argent. Ces cinq dernières années, elle a construit 3.000 logements, bien peu face à la file d'attente de 50.000 locataires qui sont inscrits et y auraient droit, et qui doivent patienter 12 ans en moyenne...

Mais avec l'augmentation des prix du foncier, de la construction et de la rénovation, l'argent de SHB a fondu à grande vitesse, et il manque 300 millions dans le budget. Dans ce cas, c'est normalement à la Région bruxelloise de payer, mais cela fait plus d'un mois qu'elle bloque le refinancement...

La spéculation capitaliste et les coupes budgétaires sont toujours payées en fin de compte par les travailleurs...

Avec la situation financière des logements sociaux qui continue de s'aggraver, ce sera toujours moins de logements accessibles et

toujours plus de logements insalubres pour les plus pauvres. Une preuve de plus de la faillite du capitalisme !

Le capitalisme rend malade

Un nouveau rapport de l'INAMI (Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité) montre l'augmentation des malades de longue durée pour dépression et burn-out de 43% en 5 ans. En 2022, c'est un demi-million de personnes rendues incapables de travailler en Belgique.



Un chiffre qui ne cesse de s'accroître avec l'augmentation des cadences, des charges de travail, de la pression des chefs et des administrations. Ces chiffres sont d'ailleurs sous-estimés, car ils ne comprennent pas les fonctionnaires statutaires comme les enseignants nommés qui ne font pas partie de l'assurance maladie et invalidité. De plus, au quotidien, les travailleurs ne déclarent pas les accidents de travail ou les problèmes de santé pour ne pas risquer de perdre leur emploi.

Selon certains psychiatres, ces maladies apparaissent en particulier quand des personnes font face à des situations contradictoires, par exemple en devant à la fois bien faire, et faire vite... ce qui provoque beaucoup de stress.

Mais ces situations, c'est le quotidien des travailleurs qui tentent de soigner dans les hôpitaux, réparer les trains, enseigner ou construire des voitures correctement malgré le manque de moyens et la course au profit que le patronat impose.

Hôpitaux à en tomber malade

Selon un rapport du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, plus de 150.000 patients hospitalisés contractent au moins une infection pendant leur séjour à l'hôpital. Une personne hospitalisée sur quinze !

Des mesures, connues de tout le personnel soignant, permettraient d'éviter 20% des infections actuelles : l'hygiène des mains, des chambres individuelles, du personnel spécialisé, etc. Des mesures quasi impossibles à appliquer par manque de personnel et de moyens.

Ce même rapport recommande une infirmière dédiée au contrôle et à la prévention pour 100 lits occupés, mais aujourd'hui une infirmière doit gérer plus de 250 lits à elle seule.

Le capitalisme, c'est la course aux profits et les coupes budgétaires qui transforment les lieux de soins en lieux où les maladies se propagent...



Le documentaire *Burning Out* montre l'accélération des cadences dans les hôpitaux

Leur société

Frontex : une police contre les travailleurs

Depuis le 2 mai, des agents Frontex (l'agence de contrôle des frontières européennes) peuvent être présents en Belgique. Ils ont comme tâche de traquer les sans-papiers en effectuant des contrôles dans les aéroports, les ports, à la gare du midi et au terminal Eurostar. Ils sont également en droit de procéder à des expulsions forcées des personnes sans droit de séjour.

Cette loi aggravera encore la situation de tous les sans-papiers en Belgique. Depuis la création de Frontex en 2004, le budget fourni par l'Union européenne et le nombre d'employés n'a fait qu'augmenter. Aujourd'hui, c'est plus d'un milliard d'euros pour financer Frontex.

A côté, un accord de plus de 7,3 milliards de l'Union européenne a été signé avec l'Égypte en échange d'une plus grande surveillance des frontières pour garantir que les Palestiniens ne puissent pas espérer fuir en Europe. Un autre accord du même type concerne depuis des années la Turquie, chargée d'intercepter et de garder les migrants dans des camps.



Parmi les États que l'Union européenne finance pour bloquer les frontières, il y a aussi la Libye. Une de leurs méthodes est l'utilisation de drones et d'avions par Frontex pour localiser des bateaux de migrants dans la méditerranée afin d'ensuite alerter les garde-côtes libyens. Après

avoir été interceptés par ces garde-côtes, ces enfants, hommes et femmes sont renvoyés en Libye où ils seront détenus dans des centres où ils subissent la torture, le viol, le travail forcé...

Ce type de mécanisme odieux permet à l'Union européenne de déléguer le sale boulot à d'autres pays. Mais les vrais responsables, ce sont nos gouvernements. Les mêmes qui nous affirment la nécessité de défendre la démocratie à n'importe quel prix.

Bien-être animal et abattage rituel

La proposition que « *l'État fédéral, les Communautés et les Régions veillent à la protection et au bien-être des animaux en tant qu'êtres sensibles* » devrait pouvoir être inscrite dans la Constitution après le vote des parlementaires.



Si des mesures réduisant la douleur des animaux abattus étaient appliquées, ce serait un progrès. Un progrès auquel se sont opposés l'Open VLD et le CD&V, et que les fédérations agricoles craignent, car cela risque d'entraver leurs affaires !

Et pour cause, les ouvrières et ouvriers des abattoirs restent soumis à la loi du profit qui impose des cadences et des conditions de travail déplorables. Mais ça ce n'est pas un problème de Constitution mais de défense ouvrière, de lutte de classe.

Après des milliers d'années d'abattages sans se soucier de la souffrance animale, y compris par les chrétiens, après des années de

débats au parlement, un petit pas en avant dans le sens de la moindre souffrance des animaux pourrait être fait... si l'éventuelle constitution entrerait réellement en application.

Cela sera bien entendu un point d'appui pour la hargne de tous les islamophobes, de la NV-A et du Vlaams Belang notamment, qui dénoncent l'abattage rituel des animaux de boucherie sans étourdissement préalable, pour diviser la population et stigmatiser les musulmans !

Ce qui serait vraiment un progrès, c'est que tous ceux qui dénoncent l'abattage rituel, surtout au moment de l'Aïd, s'intéressent à « l'abattage rituel » des humains... sur les champs de batailles, de l'Ukraine par exemple, surtout qu'après deux guerres mondiales au siècle dernier l'horizon est gros d'une troisième... Mais ceux-là sont pour la mise à mort des opprimés, sans étourdissement préalable !

8 mai 1945 : le capitalisme n'a pas été renversé

Les commémorations du 8 mai 1945 célèbrent « *la fin de la guerre* » et la « *victoire des démocraties sur l'Allemagne nazie* ». Mais la guerre n'a pas cessé ce jour-là. Elle s'est déplacée au gré des révoltes et des affrontements entre les grandes puissances.

En Algérie, en Indochine, en Corée, les armées des pays impérialistes ont continué à tuer des millions de personnes. Les juifs, rescapés des camps d'extermination, ont été poussés par les gouvernements occidentaux à émigrer en Palestine, exproprier les terres palestiniennes et construire l'État d'Israël, au prix d'une guerre qui dure depuis 75 ans.

Et aujourd'hui, les anciens Alliés de 1945, USA, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine... se préparent activement à s'affronter dans ce qui serait une nouvelle conflagration mondiale.

Il n'y a qu'une seule libération, qu'une seule paix possible : celle de la révolution de tous les peuples pour mettre fin au système capitaliste et instaurer une société dirigée par les travailleurs du monde entier.

8 mai 1945, Sétif, Algérie

La police française tire sur des manifestants algériens fêtant la fin de la guerre et réclamant l'indépendance de l'Algérie. Des émeutes éclatent, des centaines d'Européens sont tués.

Le général De Gaulle obtient l'aide des USA. Les bombardiers français détruisent 44 villages. 45.000 morts en deux semaines. C'est la première étape de la guerre d'indépendance de l'Algérie qui, de 1954 à 1962, fera 1,5 millions de victimes dans la population algérienne.



Monument de commémoration des massacres du 8 mai en Algérie

Cause toujours...

Sous prétexte de lutter contre les discriminations en entreprise, le ministre flamand du travail a demandé en 2021 aux fédérations patronales d'enquêter elles-mêmes sur les discriminations... dont elles sont responsables. Pour ces enquêtes, plusieurs millions d'euros ont été dépensés, dont une partie versée aux entreprises.

Les discriminations dans les entreprises sont innombrables : un tel serait trop vieux pour un poste, un autre n'aurait pas assez d'expérience, la troisième aura un salaire inférieur car elle risque de tomber enceinte... Sans parler des discriminations racistes qui existent dans nombre d'entreprises où les personnes noires ou maghrébines restent souvent à des postes subordonnés.

Un travailleur européen sur deux affirmait ainsi avoir été victime de discrimination dans les 12 derniers mois dans une enquête de 2022, principalement sur base de l'âge, du genre ou de l'origine.

3 ans plus tard, ces enquêtes auraient fini par être menées... Mais plusieurs fédérations patronales, comme celle de la construction, de l'automobile, du textile ou de l'alimentation annoncent qu'elles refusent de communiquer les résultats, même au ministre qui leur a pourtant juré qu'aucune sanction ou obligation ne serait appliquée.

Malgré ces gesticulations ministérielles, le patronat prend l'argent... et ne bouge pas. Il sait très bien que le ministre à leur service ne fera rien et ne souhaite pas montrer la réalité révoltante des discriminations dans ces entreprises.

Ce refus des patrons est révélateur du rôle de l'État dans la société capitaliste : contrôler et réprimer les pauvres, mais se coucher devant les riches !

Richesses volées

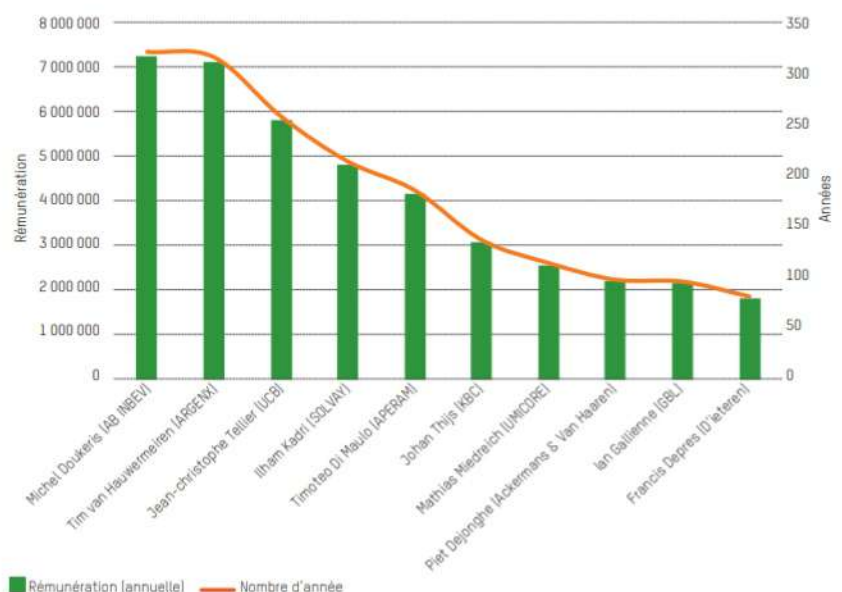
Oxfam a sorti une étude révélant que 73% des bénéfices réalisés par les plus grandes entreprises belges sont transformés en dividendes. Une marge qui n'avait jamais été aussi importante depuis 20 ans.

Pour organiser leur vol des richesses, les actionnaires paient grassement les personnes organisant l'exploitation. Par exemple, la CEO de Solvay a reçu en 2023 un salaire annuel de 17,3 millions d'euros, soit l'équivalent de 370 travailleurs belges payés au salaire moyen brut.

Ce n'est rien comparé aux 171 millions de dividendes versés aux actionnaires de Solvay en 2023 qui auraient pu être utilisés pour payer le salaire de 370 personnes ... pendant 10 ans !

Si la CEO de Solvay est grassement payée pour ses services, ce sont les actionnaires des grands groupes qui se gavent des richesses produites par les travailleurs.

GRAPHIQUE 6 - COMBIEN D'ANNÉES FAUT-IL POUR QU'UNE PERSONNE AU SALAIRE MINIMUM GAGNE LE SALAIRE D'UN.E PDG ? (Comparaison entre la rémunération annuelle des PDG 2022 et le salaire minimum 2022)



Graphique tiré du rapport Oxfam « Le dividende des inégalités »

L'État au service des capitalistes

Secret des attaques

En 2016, l'ancien ministre des entreprises publiques, Jean-Pascal Labille, avait dévoilé à la presse l'intention de l'Etat belge de vendre une partie de ses actions bpost à PostNL. Il a alors été sanctionné d'une amende par l'autorité des services et des marchés financiers (FSMA) pour avoir « *dévoilé des informations financières confidentielles* ». Sa sanction est actuellement analysée par la justice qui cherche à déterminer si sa « liberté d'expression » primait ou non sur la « protection des marchés ».

Les actionnaires d'entreprises, que l'Etat soit ou ne soit pas impliqué, cachent continuellement aux travailleurs concernés leurs négociations ou projets de fermetures, reventes... au point que la loi contraint chacun des actionnaires à garder l'information dans les salons feutrés de la bourgeoisie. La potentielle fermeture du site d'Audi Bruxelles en est un autre exemple.

Alors peu importe l'issue du cas de M. Labille, les travailleurs ont intérêt à prendre conscience que, dans leur dos, les actionnaires des entreprises s'arrangent et planifient leurs futurs profits aux dépens des employés, protégés par le « secret des affaires ». Tant que les travailleurs ne retrouvent pas l'habitude de se regrouper pour discuter de leurs propres intérêts, les seuls à planifier seront les actionnaires. Il est grand temps que ça change !

L'Etat : vache à lait de la bourgeoisie

ArcelorMittal envisage d'investir dans une nouvelle usine sidérurgique à Gand. Sous couvert d'être plus « écologique », l'Etat belge ouvre en grand le portefeuille.

Dès l'annonce du projet en 2021, ArcelorMittal reçut du

gouvernement flamand 350 millions d'euros comme cadeau. Le fils Mittal avait déclaré : « *Ces projets ne seraient pas possibles sans l'aide gouvernementale* » en ajoutant « *Nous sommes donc très reconnaissants au gouvernement flamand et belge pour leur soutien dans la transition vers l'acier sans émissions.* »

En 2023, l'Etat belge ajoute une subvention de 280 millions d'euros, sous prétexte de booster la production écologique en Belgique.

C'est ensuite à la France d'ouvrir son portefeuille en proposant 850 millions d'euros de subsides et un prix d'énergies plus bas pour tenter de déplacer l'investissement de Gand à Dunkerque.

En réponse, la Belgique a augmenté son offre en proposant deux nouveaux avantages : un prix de l'énergie réduit et une réduction du tarif de transport des réseaux, financée par l'État. C'est donc l'Etat belge – donc la population – qui payerait une partie des factures énergétiques d'ArcelorMittal, coût estimé à 10 millions d'euros.

En plus de l'excuse écologique, les gouvernements justifient toutes ces « aides » en affirmant attirer de l'emploi dans le pays. Mais les subsides des États n'ont jamais empêché les licenciements, les restructurations.

Les capitalistes ne créent des emplois que quand ils sont sûrs que ceux-ci seront suffisamment rentables, et une grande partie des subsides termine dans les poches des actionnaires.

Hold Up faramineux

Dans un texte publié dans le journal *Le Soir* du 11 mai, un professeur à la *London School of Economics* dénonce les 140 milliards d'euros offerts annuellement par la Banque Centrale Européenne aux banques privées européennes.

Pour lutter contre l'inflation, la BCE a monté ses taux à 4%. Les banques privées gagnent ainsi 4% sur leurs dépôts à la BCE, alors qu'elles ne versent quasi aucun intérêt aux clients pour leurs dépôts.

Les 3.000 milliards d'euros des banques européennes déposés à la BCE leur rapportent 140 milliards par an... sans rien faire ! Pour la seule Belgique ce sont 9 milliards ! En comparaison, les dépenses pour l'agriculture européenne sont de l'ordre du tiers : 50 milliards par an !

Qui paye ces 140 milliards de cadeaux aux banques européennes ? Finalement c'est toute la population européenne !

Sacrifices dûs à la crise



Le grand bazar des promesses électorales

« Prendre ses responsabilités ? »

Après le président de la FGTB Thierry Bodson, Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB wallonne, critique « le manque de courage du PTB » qui refuse de « prendre ses responsabilités » en n'intégrant pas une coalition gouvernementale.

« Le PTB affirme qu'il ne montera pas au pouvoir en Wallonie. Or moi je cherche des solutions, notamment parce qu'à partir de 2025, il y aura 60 millions d'euros de moins tous les ans en Wallonie, par rapport à la dotation fédérale. Si on ne recrée pas l'équilibre entre économie, social et environnement, on ne va pas y arriver. » a déclaré Tamellini au micro de *Matin Première* de la RTBF.

Oui, la situation des travailleurs s'aggrave, pas seulement en Wallonie, mais aussi en Flandre et à Bruxelles, à cause de l'offensive patronale. Dans quasiment tous les secteurs de l'économie - sauf l'armement! - ce sont réorganisations, suppressions d'emplois, voire fermetures d'entreprises. Et avec des salaires qui ne suivent pas l'inflation, quand ils ne régressent pas après un licenciement.

Mais est-ce une coalition gouvernementale – PS – Ecolo – PTB – qui aiderait les travailleurs à s'en sortir ? Une coalition avec un PS qui a appliqué toutes les mesures d'austérité demandées par le patronat depuis des dizaines d'années ? Et Ecolo qui

défend l'augmentation des crédits militaires ?

Non, ce qui est « irresponsable » de la part des dirigeants syndicaux, c'est de continuer à vouloir faire croire qu'il est encore possible de maintenir un « dialogue social » autour d'une table avec les actionnaires et patrons d'entreprises.

Les patrons, les capitalistes, ne veulent rien céder et même tout reprendre, y compris la représentation syndicale qu'ils veulent réduire !

Et ce ne sont pas les gouvernements – fédéral ou régionaux – qui pourraient les en empêcher. Une des armes classiques du patronat pour imposer leurs intérêts aux ministres, c'est la menace de licenciements ou même de fermeture.

La seule « responsabilité » que devraient assumer les dirigeants syndicaux, « s'ils en avaient le courage », et surtout la conviction, ce serait de préparer les travailleurs à se défendre contre les attaques patronales avec les armes de la classe ouvrière : les mobilisations les plus larges, les grèves massives et finalement la perspective de prendre le pouvoir à la place des capitalistes qui nous conduisent à la misère et aux guerres.

Contrôler les prix

En 2023, l'inflation a continué de ronger le niveau de vie des classes populaires. Le secteur alimentaire a été particulièrement touché avec une inflation à 13% par rapport à 2022. Ces chiffres prennent la forme de caddie de supermarché à moitié vide, là où il était rempli pour le même montant il y a quelques années.

Face à cela, les partis politiques argumentent pour savoir si oui ou non le blocage des prix serait une bonne idée. Mais que

signifie bloquer les prix dans une société dirigée par les capitalistes ?



Les actionnaires de Delhaize ou de Colruyt ont mille manières d'éviter que ces « blocages » ne touchent aux profits qu'ils font avec l'inflation. Beaucoup ont pu constater que la barquette de fruits ou de légumes pesait de moins en moins lourd mais que le prix n'avait pas changé. Ou encore que la qualité des produits s'était dégradée avec des prix qui avaient pourtant augmenté.

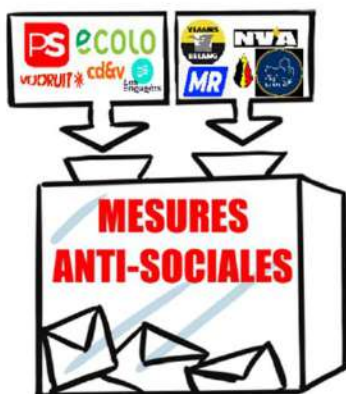
Oui, il faudrait un contrôle des prix, mais organisé et mis en œuvre par les travailleurs eux-mêmes.

Les travailleurs pourraient au travers de luttes imposer les hausses de salaires ou les baisses de prix en prenant sur les profits et ainsi améliorer leurs conditions de vie.

1er mai électoral ou de lutte ?

Lors du 1er mai, journée de lutte internationale des travailleuses et des travailleurs, tous les partis politiques ont pris la parole pour présenter leur programme et critiquer les partis adverses. Avec pour objectif de rassembler leurs troupes et de tenter de gagner à eux le vote populaire.

Le PS a mis en avant la nécessité d'augmenter les salaires ou de « renforcer les services publics » mais il n'a bien sûr pas mentionné les 150



millions d'euros de coupe dans les services publics décidés pour le budget 2024 par le gouvernement bruxellois, dont le PS et Écolo faisaient partie...

Les libéraux, eux, prétendent être du côté des travailleurs en attaquant les chômeurs. Mais cette opposition ne tient pas. Il n'y a pas d'un côté ceux qui chôment et de l'autre ceux qui bossent. Tous les ouvriers qui ont subi le chômage temporaire ou le chômage tout court le savent bien.

Quant à la N-VA, le parti a d'ores et déjà annoncé son entière soumission au grand patronat en reprenant exactement son programme. Outre des coupes dans la sécurité sociale, la N-VA reprend la proposition de Timmermans, représentant le grand

patronat en Belgique, en proposant de s'attaquer à l'indexation. Mais pour ne pas perdre son électorat des classes populaires, la N-VA propose la fin de l'indexation... pour les allocations. Jouant aussi de la fausse opposition entre travailleur et bénéficiaire d'allocations.

Tout ce show électoral est insupportable, car ce sont encore les mêmes promesses et les mêmes mensonges.

Quant au PTB, il propose de taxer les riches. Mais comment ? Lors de son discours, Raoul Hedebouw a mis, entre autres, en avant la taxe sur les ventes d'actions : « *Nous sommes allés voir comment ça se passe au Canada, où des impôts équitables existent sur ces ventes d'actions* »,

expliquant que cela permettrait de rapporter deux milliards d'euros par an. Prendre exemple sur le Canada qui est un exemple de capitalisme dur ?!

D'autant qu'aujourd'hui, les capitalistes trouvent déjà mille moyens d'éviter l'impôt !

Il faudra prendre l'argent aux riches, oui. Pour ça, il faut se préparer à des luttes. Le 1er mai, c'est l'occasion de préparer les luttes futures.

Et préparer les luttes, cela commence par ne pas se faire d'illusion sur la capacité de tel ou de tel gouvernement à inverser le rapport de force entre le grand patronat et la majorité des travailleuses et des travailleurs.

International

Étudiantes et étudiants contre le massacre à Gaza

Mi-avril, quelques jours après que Netanyahu ait réaffirmé vouloir envahir Rafah, où sont entassés près d'un million et demi de Palestiniens, des étudiants de la Columbia University à New York ont occupé une pelouse de l'université.

Ils ont installé des tentes sur le campus pour protester contre le massacre à Gaza et ont été délogés sans ménagement par la police. Mais en cherchant à museler les étudiants, les autorités ont encouragé l'effet inverse.

La mobilisation s'est étendue, d'abord à des dizaines d'autres campus américains puis à l'Europe et à d'autres pays dans le monde.

Aux USA, près de 2.400 étudiants ont été arrêtés. Des étudiants ont aussi été menacés d'expulsion. Condamnés par les dirigeants républicains comme démocrates, ces étudiants sont dépeints par les médias comme antisémites et violents, voire comme des nazis. Ceux qui fournissent les bombes qui

assassinent à Gaza accusent les manifestants de violence !

En réalité, les contestataires sont massivement opposés à l'antisémitisme, comme le montrent toutes leurs déclarations. Dénoncer la politique criminelle du gouvernement israélien d'extrême droite n'a rien à voir avec l'antisémitisme, c'est-à-dire avec la haine des Juifs en général.

Le moteur de cette mobilisation c'est que, depuis le 7 octobre, une fraction de la jeunesse s'est éveillée à la politique et condamne les bombardements massifs à Gaza menés avec les dollars américains et le soutien des

Etats occidentaux. Et même si le nombre de « campeurs » n'est pas massif, leur force est d'exprimer un sentiment largement partagé par la population. Cela, les gouvernements occidentaux le savent.

Alors ce mouvement dérange. Aux USA, il rappelle un peu l'opposition à la guerre du Vietnam, qui avait démarré dans l'armée puis avait trouvé dans les campus étudiants un lieu de contestation durable.

Les collectifs étudiants ont pour revendication principale que leurs universités respectives rompent



leurs liens et accords avec les universités israéliennes. Cette revendication est certes limitée face au massacre en cours, et pourrait laisser penser que les enseignants et étudiants israéliens soutiennent le gouvernement de Netanyahu, ce qui est loin d'être vrai. Au contraire ! De nombreux juifs dénoncent Netanyahu et son gouvernement dont la politique aggrave les tensions.

Mais les réponses des dirigeants des universités comme quoi les liens universitaires seraient « *le dernier pont à couper* » lors de conflits sont parfaitement hypocrites. Lors du déclenchement de la guerre en Ukraine, de nombreuses universités belges et françaises avaient rompu leurs échanges avec les universités russes.

La réalité c'est que les liens internationaux des universités sont alignés sur les intérêts des classes dirigeantes.

Et même si symboliquement certaines universités rompaient des accords avec des universités israéliennes, cela n'effacerait en rien la responsabilité des Etats occidentaux dans la guerre. Car les USA et leurs alliés ne sont pas juste un soutien d'Israël. Au contraire, Israël est l'instrument du contrôle américain et européen sur le Proche-Orient et ses ressources.

Lorsqu'on est révolté par le massacre à Gaza, ce n'est pas seulement la direction des universités, mais surtout la responsabilité de nos propres États impérialistes qu'il faut dénoncer.

C'est aussi comme cela que les étudiantes et étudiants pourront éviter de conclure qu'il ne sert à rien de se battre si le mouvement échoue et au contraire comprendre que pour mettre fin aux guerres, c'est toute cette société qu'il faut renverser.

En Belgique, les étudiants de l'Université de Gand puis ceux de l'Université Libre de Bruxelles et de

l'Université de Liège ont commencé des occupations.

Halte au massacre du peuple palestinien !

Mardi 7 mai, après une nuit d'intenses bombardements, l'armée israélienne a lancé une offensive terrestre contre Rafah, dans le sud de Gaza. Elle y a déployé des chars et a pris le contrôle de la partie palestinienne du point de passage avec l'Égypte, qui a été totalement fermé.

Cette offensive intervient alors que le Hamas venait d'accepter, la veille, la dernière proposition de trêve des médiateurs égyptiens et qataris. Mais, cyniquement, les dirigeants israéliens déclarent qu'ils veulent « *exercer une pression militaire sur le Hamas* ». Le Premier ministre israélien, Netanyahu, obéit à la pression de l'extrême droite ultra-nationaliste, dont le soutien lui est indispensable pour conserver le pouvoir. Après avoir proclamé, depuis des semaines, que l'offensive contre Rafah aurait lieu, qu'une trêve soit signée ou non, il a besoin de faire une démonstration de force.



Soldats israéliens à Rafah

Cette offensive continue d'avoir des conséquences dramatiques pour la population palestinienne.

L'entrée de l'aide humanitaire et des approvisionnements en carburant a été interrompue, aggravant la situation de famine. Plus d'un million de personnes sont regroupées autour de Rafah et vivent dans des conditions précaires, dans des camps de toile, sans suffisamment d'eau et sans moyens de se soigner.

Les bombardements continuent de faire de nombreuses victimes qui s'ajoutent aux presque 40.000 morts que la guerre a faits depuis sept mois. Et avec l'entrée des chars israéliens à Rafah, la situation va encore empirer.

Alors qu'il mène campagne pour sa réélection, le président américain Biden commence à s'inquiéter du fait qu'une partie de son électorat est de plus en plus choquée par le massacre des Palestiniens commis avec l'appui politique et militaire des États-Unis et que des étudiants protestent dans les universités.

Il a un peu haussé le ton vis-à-vis de Netanyahu et déclaré s'opposer fermement à une offensive contre Rafah. Dimanche 5 mai, pour la première fois, une livraison d'armes destinée à l'armée israélienne a été bloquée. Mais ce geste est purement symbolique, car il n'est pas du tout envisagé de remettre en cause l'aide militaire de plusieurs milliards de dollars dont bénéficie chaque année Israël, à laquelle s'ajoutent des aides supplémentaires, comme les 13 milliards votés par le Congrès fin avril.

En représentant responsable des intérêts de la bourgeoisie américaine, Biden n'entend pas affaiblir un allié qui est à ce jour le pilier de la défense de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Concurrence capitaliste Chine-Europe

Xi Jinping, le président chinois, a fait sa tournée européenne, rencontrant responsables politiques et industriels européens. Il y a notamment renforcé les liens commerciaux avec des pays comme la Hongrie ou la Serbie.

Ces rencontres se sont faites dans une ambiance d'hostilité générale envers la Chine, qui subit régulièrement diverses accusations, comme celles d'espionnage ou d'atteintes aux droits humains, comme si les USA et les États européens ne



soutenaient pas eux-mêmes des dictatures et n'utilisaient pas massivement l'espionnage contre le monde entier.

Ursula Von Der Leyen, la présidente de la Commission Européenne, a continué sur le même ton lors de sa rencontre avec Xi Jinping en accusant la Chine de concurrence déloyale en raison des subventions massives que la Chine accorderait aux entreprises automobiles. Comme si des milliards de cadeaux n'étaient pas versés aux entreprises également aux USA et en Europe... La présidente a même menacé d'introduire une taxe douanière de 25% contre la Chine, similaire à celle imposée par les États-Unis.

Cela n'empêche pas de nombreuses entreprises européennes d'investir massivement en Chine, et d'en importer des produits pour plusieurs centaines de milliards d'euros. Il s'agit pour eux d'un marché juteux de plus d'un milliard d'habitants, qu'ils ne veulent certainement pas lâcher.

Diverses entreprises belges, comme AB Inbev, Solvay ou Bekaert New Material sont également présentes en Chine. Bekaert y produit les fibres métalliques pour renforcer des pneus (30% des pneus en sont équipés au niveau mondial) avec un bénéfice de plus de 600 millions

d'euros par an, et comme le rappelait son patron dans le journal *Le Soir* en janvier 2024 : « *Michelin a développé ici son plus grand centre de recherche et développement hors d'Europe. Car c'est désormais en Chine que sont fabriquées les voitures exportées dans le reste du monde. Volkswagen vient d'ailleurs d'inaugurer la construction d'une usine de voitures électriques ici pour les exporter vers l'Europe. Idem pour Tesla, qui va ouvrir ici sa deuxième usine.* »

La concurrence « chinoise » est en réalité en partie le fait des nombreuses entreprises occidentales qui profitent de la main-d'œuvre qualifiée et moins chère, et des subsides chinois. De nombreux capitalistes européens souhaitent que la Chine ouvre encore plus son marché pour pouvoir y investir plus de capitaux.

Mais la crise s'aggrave dans le monde entier, y compris en Chine où la croissance diminue et le chômage augmente. Cette crise ne peut qu'aggraver les luttes pour les marchés, entre les USA, la Chine, l'Europe... jusqu'à les transformer en véritables guerres.

La propagande contre la Chine sert à faire pression sur le pouvoir chinois, mais aussi à préparer les populations à se rassembler derrière leurs drapeaux nationaux pour défendre les intérêts des milliardaires occidentaux face à la Chine.

Cette propagande antichinoise tente de masquer que ce sont les États-Unis et l'Europe qui sont les agresseurs, lorgnant sur les marchés chinois. Et faire oublier que pendant plus d'un demi-siècle la Chine était une colonie du capitalisme occidental, avant de s'en libérer par une révolution nationale après la seconde guerre mondiale.

Les travailleurs européens n'ont rien à gagner à se ranger derrière leurs patrons dans la concurrence exacerbée contre la Chine et encore moins à une guerre contre ce pays, qui serait le prétexte de tous les sacrifices, y compris de sa vie, dans le seul intérêt des capitalistes.

Tout comme les travailleurs chinois n'ont rien à attendre du régime chinois qui les opprime et les livre en pâture aux exploiters, chinois ou occidentaux.

C'est en s'unissant par-delà les frontières que les travailleurs chinois, européens et du monde entier pourront mettre fin au chaos et aux guerres du capitalisme !

Guerre en Ukraine : l'escalade continue

Alors que les États-Unis viennent de débloquer une enveloppe de 61 milliards d'euros pour l'aide à l'Ukraine, Macron réaffirmait début mai qu'il ne fallait pas exclure l'envoi de troupes occidentales en Ukraine. Il précisait cette fois que la question se poserait si la Russie « *perçait les lignes de front ukrainienne, s'il y avait une demande ukrainienne* ».

Le 3 mai, c'était David Cameron, ancien premier ministre et actuel chef de la diplomatie britannique qui affirmait « *le droit à l'Ukraine à frapper le territoire de la Russie à l'aide d'armes britanniques* », peu après l'annonce du Royaume-Uni de monter à 3,5 milliards d'euros par an son aide à l'Ukraine. Un soutien qui, comme toute « aide » occidentale à d'autres pays, n'est pas désintéressé puisque dans le même

temps, la Grande Bretagne négocie avec l'Ukraine un partenariat commercial et militaire sur « cent ans »...



C'est la première fois qu'un pays de l'OTAN encourage publiquement l'Ukraine à attaquer la Russie... Poutine n'a pas tardé à réagir, le 9 mai à l'occasion de la cérémonie de la victoire russe contre les nazis, il annonçait son intention de frapper des cibles militaires britanniques « *et au-delà* » si Kiev utilisait des armes britanniques contre la Russie.

Il annonçait aussi que des militaires russes allaient être formés pour l'utilisation d'armes nucléaires « non stratégiques » qui, même sans être les plus puissantes des bombes nucléaires, ont la même puissance que les bombes atomiques larguées par les États-Unis sur le Japon et qui avaient fait environ 200.000 morts...

Depuis le début de la guerre, la surenchère est continuelle entre l'OTAN et la Russie. Les pays occidentaux ont dépassé une par une les différentes limites qu'ils prétendaient se donner, comme l'envoi de blindés, de missiles longue portée, d'avion de chasse, etc. L'escalade continue, et les étapes suivantes font craindre l'extension de la guerre au-delà de la seule Ukraine. Les capitalistes ont déjà été capables, pour défendre leurs profits et leur domination sur le monde,

d'engager la planète entière dans deux guerres mondiales barbares... mais qui peuvent aussi accoucher, au milieu des ruines et des cadavres, de révolutions pour arrêter l'horreur !

Refus d'obtempérer

Pendant qu'avec la bénédiction de l'OTAN, Zelensky et Poutine continuent d'entraîner leurs peuples toujours plus loin dans la guerre qui a déjà fait des centaines de milliers de morts, les populations, elles, sont loin de les suivre avec enthousiasme dans le massacre. Au contraire, tant l'armée ukrainienne que russe peinent à recruter.

Si de nombreux Ukrainiens se sont engagés au début de la guerre en pensant « défendre leur patrie », de plus en plus voient que l'armée ukrainienne se bat en réalité pour les intérêts des oligarques ukrainiens et des capitalistes occidentaux bien plus que pour la population ukrainienne qui y perd toujours plus.

Les gardes-frontières slovaques ont témoigné que de plus en plus d'Ukrainiens susceptibles d'être recrutés sont arrêtés alors qu'ils tentent de fuir à travers la frontière.

Pour faire face au désengagement de la population, l'Ukraine prend des mesures drastiques : ouverture de nouveaux centres de recrutement, suspension de ses « services consulaires » à l'étranger pour tenter d'en faire revenir les Ukrainiens en âge de se battre, baisse de l'âge de mobilisation de 27 à 25 ans, durcissement des sanctions pour ceux qui tenteraient d'y échapper, autorisation de recruter des prisonniers...

Côté russe, Poutine veut éviter une nouvelle mobilisation qui avait fait fuir des centaines de milliers de Russes du pays. Il utilise donc plutôt la carotte que le bâton, et le salaire des soldats volontaires a été multiplié par cinq depuis le début de la guerre jusqu'à atteindre trois fois le salaire moyen russe. Des primes de 5.000 à 10.000 euros sont proposées selon les régions, et d'autres, très élevées, en cas de décès...

Avec les énormes investissements faits dans l'industrie militaire, 30% du budget de l'État qui enrichissent les oligarques russes de l'armement, c'est une dette immense que la population russe continuera de payer après la guerre...

Les populations ont raison de refuser de participer à ce massacre. Mais l'Ukraine et la Russie, comme tous les États du monde, sont bien déterminés à employer tous les moyens pour obtenir la chair à canon nécessaire pour défendre les intérêts des milliardaires qu'ils servent. Il n'y a qu'en renversant le capitalisme et les États que les peuples pourront échapper définitivement aux guerres !

**Suivez-nous
sur Facebook :**

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous.

Si vous le voulez, vous pouvez nous soutenir financièrement par virement bancaire sur notre compte avec les informations suivantes :

- ✓ IBAN : BE84 0637 7593 4559
- ✓ Communication : « Campagne Lutte Ouvrière »

Attention : la loi limite la participation individuelle à 500 euros, merci de ne

Meeting de campagne
Lutte ouvrière

Pour les élections fédérales
du 9 juin 2024

Le 1^{er} juin 2024, 15h00

A l'Université Libre de
Bruxelles (auditoire H1301).
Avenue Adolphe Buyl 87, Ixelles